

*Moyen-Orient*, par Ernest Teilhac. (Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, série F, no 8). Une brochure de 49 pages. Institut de Science Économique Appliquée, 35, boulevard des Capucines, Paris 2<sup>e</sup>, 1957

Bernard Bonin

Volume 34, numéro 2, juillet-septembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000215ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000215ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1958). Compte rendu de [*Moyen-Orient*, par Ernest Teilhac. (Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, série F, no 8). Une brochure de 49 pages. Institut de Science Économique Appliquée, 35, boulevard des Capucines, Paris 2<sup>e</sup>, 1957]. *L'Actualité économique*, 34(2), 333-334.  
<https://doi.org/10.7202/1000215ar>

VII, ont été rendues possibles grâce à un meilleur approvisionnement des données statistiques en provenance de ces derniers pays. Camille Martin

**Madagascar et les bases dispersées de l'Union Française**, par CHARLES ROBEQUAIN. Un vol., 5¾ po. × 9, broché, 586 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1958. (2,500 frs).

Ce volume, d'une collection consacrée à l'Union Française, réunit des pays à la vérité fort dispersés dans l'espace et rattachés à la France à des époques et dans des circonstances fort diverses: les «vieilles colonies» (Antilles et Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, Réunion, les îles), fruits des découvertes de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle dans les immensités du Pacifique Sud; la Somalie, témoin de la rivalité franco-britannique dans le partage de l'Afrique; Madagascar, l'une des pièces maîtresses de la construction coloniale achevée par la IIIe République; la Terre Adélie, secteur français du dernier territoire qui restait à partager sur notre planète.

Cet ensemble forme 6.6 p.c. de la superficie des pays d'outre-mer de l'Union Française; il compte approximativement 6 millions d'hommes, soit 10.7 p.c. de la population totale de ces pays, avec une densité moyenne d'environ 8 au kilomètre carré; il fournissait en 1955, 14 p.c. des exportations et recevait un peu plus de 13 p.c. en valeur, des importations de l'Union Française.

Par sa masse et son peuplement, l'île de Madagascar méritait sans doute la première place. Non seulement elle l'occupe dans cet ouvrage, mais elle en couvre plus de la moitié des pages à elle seule. Le travail est surtout descriptif. C'est un inventaire des champs de la géographie physique, humaine et économique.

Cette étude rassemble des pays divers et dispersés au possible, mais qui ont au moins une affinité générale, mais probablement une seule, l'appartenance commune à l'Union Française. La France qui est au cœur de ce rassemblement, dont les épisodes sont si intimement liés à son histoire, ne peut pas ne pas être une sorte de dénominateur commun. Son rôle et son influence sont donc toujours en question. Camille Martin

**Moyen-Orient**, par ERNEST TEILHAC. (Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, série F, no 8). Une brochure de 49 pages. — INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE, 35, boulevard des Capucines, Paris 2<sup>e</sup>, 1957.

Ce cahier est éminemment susceptible de faire saisir les raisons des difficultés actuelles du Moyen-Orient. L'auteur est depuis vingt ans titulaire de la chaire d'économie politique de la faculté de Droit de Beyrouth et a d'ailleurs publié de nombreux autres ouvrages sur divers aspects du Moyen-Orient. Il aborde d'abord le problème démographique qui menace l'existence même de ces pays. Certains pays du Moyen-Orient sont surpeuplés, d'autres sont aux prises avec une sous-population. Si l'on superpose les deux phénomènes, on en arrive à un Moyen-Orient sous-peuplé, mais dont la population s'accroît de plus d'un million par année. Il existe bien un surplus de terre cultivable qui permettrait

de nourrir trente millions d'habitants, mais au rythme actuel d'accroissement, on arriverait à la famine dans un quart de siècle. Il convient donc d'assurer un développement industriel de ces pays, et d'effacer la prédominance de l'agriculture. Ce développement industriel est la condition essentielle d'une hausse du revenu *per capita*. En effet, si l'on songe que le revenu national *per capita* d'Israël de 389 dollars, était, en 1949, le plus élevé de la région, alors que certains autres pays comme le Yémen, l'Afghanistan et l'Arabie Séoudite avaient un revenu national *per capita* qui n'en représentaient que 40 à 45 p.c., on constate facilement à quel point ces pays sont sous-développés.

L'auteur discute ensuite de ce qu'il appelle la mesure extérieure du capitalisme, et il en arrive à traiter du problème de l'exploitation du pétrole par des compagnies étrangères. Le pétrole étant maintenant presque totalement transformé et consommé à l'étranger, les seuls avantages que les pays concédants en tirent sont des avantages financiers bien illusoire, puisque quelques-uns de ces pays comme le Koweït et l'Irak n'arrivent même pas à dépenser efficacement les royautés qu'ils reçoivent. Le moyen d'en tirer le maximum d'avantages serait de former une communauté moyen-orientale du pétrole. L'industrie ne pourra se développer au Moyen-Orient que si l'on parvient à élargir les marchés nationaux trop restreints. C'est là que la Communauté moyen-orientale du pétrole, qui permettrait d'utiliser les revenus à des fins constructives, jouerait un rôle primordial. Des études de l'économie d'Israël et du Liban complètent cette brochure.

Bernard Bonin

**La prévision économique aux États-Unis**, par CLAUDE GRUSON. (Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, série K, no 2). Une brochure de 30 pages, publiée par l'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE, 35, boulevard des Capucines, Paris 2<sup>e</sup>, 1957.

L'auteur cherche à répondre à la question suivante: L'administration et les affaires américaines s'appuient-elles sur une conception commune du développement économique à venir, conception assez précise, assez ferme, assez cohérente, pour que l'on puisse parler d'une sorte de planification de l'économie?

Il en vient à constater que la notion de développement économique est assez répandue dans le milieu des affaires, et que la plupart des prévisions des entreprises sont axées sur les prévisions de développement économique à long terme, publiées par le Gouvernement.

Au cours de son ouvrage, l'auteur a étudié les systèmes de prévisions en vigueur dans les industries pétrolières, sidérurgiques, mécaniques et électriques, de l'automobile, de la machinerie agricole, de la viande, de produits chimiques, et de l'aluminium. Il ressort de cette étude que les petites entreprises, parce qu'elles n'ont pas le capital nécessaire à l'élaboration d'un vaste système de prévisions, se laissent souvent entraîner par l'action des grandes.

La principale faiblesse du système, selon M. Gruson, est le manque de précision dans les prévisions concernant la consommation. L'industrie de l'automobile s'est parfois fourvoyée à ce point dans ses prévisions de la consommation, qu'on